



Édito : Décolonisons les esprits !

La Décolonisation n'est pas terminée, même si les États africains ont acquis leur Indépendance pour la plupart depuis 50 ans déjà. Il y'a aujourd'hui le néocolonialisme dont la Francafrique est un des avatars. Mais le franc CFA reste de tous les instruments de la colonisation, le plus inique. Les Africains de l'Afrique francophone sont les seuls à utiliser encore comme monnaie l'ancien Franc des Colonies d'Afrique (CFA) aujourd'hui rebaptisé Franc de la Communauté Financière d'Afrique après le Franc de la Communauté Française d'Afrique en 1958.

Il ne suffit pas d'être indépendant pour être libre. A moins, comme l'Algérie et l'Indochine, on ait arraché son Indépendance à l'ennemi. Mais la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne francophone n'ont pas arraché leur Indépendance à l'opresseur français. Elle leur a été offerte par le colonisateur et le travail de décolonisation reste donc à faire. La décolonisation des esprits, surtout. Trois siècles d'esclavage auxquels se sont ajoutés 100 ans de colonisation dans la barbarie et la dévalorisation ne s'effacent pas en 50 ans de pseudo Indépendance. Il va falloir arracher l'Indépendance des esprits en revisitant tous les apports des peuples d'Afrique à l'humanité car ceux ci ont été effacés par le colon, au nom de sa pseudo mission civilisatrice. D'abord l'Égypte pharaonique nègre notamment les travaux de Cheikh Anta DIOP mais aussi les illustres royaumes d'Afrique dont certains bien avant la Révolution Française ont produit des textes aussi progressistes que la Déclaration des droits de l'homme: la charte du Mande (13 ème siècle). Il faudra aussi promouvoir l'enseignement dans les langues locales et rappeler au monde moderne que de nombreuses inventions (feus tricolores, ampoules...) ont été faites par des noirs.

Les Africains ont beaucoup apporté à l'humanité et ils n'ont personne à rattraper. Comme le dit si bien Felwine Sarr dans son dernier livre " AFROTOPIA", l'Afrique doit se réinventer. Et pour ça, elle doit être enfin libre d'être ce qu'elle est. Elle doit puiser à sa propre source.

Moulzo

S O M M A I R E

Edito

Décolonisons les esprits !

Brèves

Tchad - Congo

Djibouti - Afrique du Sud

Pour Lila

Nouvelles du Continent

Burkina Faso : Où sont les Sankaristes ?

Mali : Insécurité et chaos permanent

Niger : Après les présidentielles

Francafrique

Quand on refuse, on dit Non !

Dossier Lutte des sans papiers

Madjiguène Cissé : La lutte continue !

Interview d'Hamady Camara

Histoire-Débat

Décoloniser l'esprit

Interview de Neferissa

Culture

Les Algériennes du Château d'Amboise

A lire - A voir

Tchad : répression présidentielle

Déby, à la manière de tous les dictateurs prépare les élections en emprisonnant les dirigeants de la société civile, notamment le responsable de l'organisation syndicale UST. La réaction de la population n'a pas tardé et une grève générale de protestation s'est rapidement organisée et est massivement suivie. Le mouvement citoyen IYINA, dans une conférence de presse, a porté la voix d'une jeunesse révoltée contre l'arbitraire.

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/tchad/article/tchad-point-de-presse-du-mouvement>

Congo Brazzaville : farce électorale grossière et meurtrière



32 ans au pouvoir, ce n'est pas suffisant pour Sassou N'Guesso, d'où le référendum pour changer la Constitution, puis des élections anticipées, puis des fraudes massives, puis l'isolement du pays en coupant téléphone et Internet puis un score de plus de 60 %, puis une vague de répression pour faire taire l'opposition. Le scénario émaillé de morts est parfaitement huilé, mais qu'espérer d'autre d'un homme qui a plongé son pays dans la guerre civile pour se maintenir au pouvoir ?

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/congo-brazzaville/article/election->

[presidentielle-en](#)

Djibouti : grève de la faim contre le viol

Dix femmes de Djibouti ont entamé une grève de la faim, en Belgique, contre les crimes de guerre de l'armée djiboutienne. Les femmes afars sont particulièrement visées par les soudards de Guelleh qui mène une politique du tout répressif pour se maintenir au pouvoir. Cela sera son quatrième mandat, et peut-être, on l'espère tous, le mandat de trop !

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-est/djibouti/article/contre-les-viol-par-l-armee>

Afrique du Sud : Zuma de nouveau dans la tourmente



Zuma est un collectionneur, sa passion, ce sont les affaires de corruption. Impliqué dans l'affaire Thint, du nom de la société fabricante d'armes et filiale de Thalès, puis l'affaire de sa résidence secondaire à Nkandla où 19 millions d'euros de travaux ont été payés par l'Etat. Voici un nouveau scandale, il s'agit de la famille Gupta, une des plus riches du pays, qui en échange de services, intervient auprès de Zuma pour faire nommer telle ou telle personne comme ministre. Avec Zuma toujours plus haut toujours plus fort !

<http://roape.net/2016/03/30/the-gupta-coup-arrested-democracy-in-south-africa/>

Pour Lila,



Lila Chouli nous a quittés le 25 mars 2016

La première fois que j'ai rencontré Lila Chouli c'était lors d'une réunion pour préparer le lancement d'Afriques 21, une revue consacrée au continent africain dont l'ambition était de partager l'information sur les luttes et les projets alternatifs qui se développaient sur le Continent.

Lors du tour de table, chacun déclinait l'appartenance à son organisation. Vint le tour de Lila, elle nous dit simplement qu'elle s'intéressait au Burkina Faso et que son métier de correctrice pourrait être intéressant pour la revue. Malgré une présentation plus que modeste, cela m'a impressionné. Peut-être parce que les correcteurs dans l'histoire du mouvement ouvrier ont eu à jouer un rôle particulier, d'intellectuel organique selon la belle expression de Gramsci, ou tout simplement parce qu'ils savent rendre un texte fluide et agréable à lire. Toujours est-il que son travail pour la revue Afrique 21 était à son image sérieux, précis et c'était loin d'être évident pour elle lorsqu'il s'agissait de négocier des modifications d'articles qui à l'évidence étaient mal écrits et que certains refusaient obstinément de changer.

Pour la préparation de la fête de lancement de la revue, nommée responsable des salades de fruits nous avons passé des heures à éplucher les pommes et oranges que les militants libertaires, toujours aussi débrouillards, avaient récupéré aux halles de Rungis (qui fournit la région parisienne en produits alimentaires). En épluchant nos fruits, j'ai mieux connu Lila, sa

famille ouvrière qui habite dans le nord de la France, son parcours militant motivé par son aversion du racisme et du colonialisme. Au détour de la conversation j'ai appris aussi qu'elle était chercheuse associée à la chaire sud-africaine d'études sur les changements sociaux à l'Université de Johannesburg. Ce que la plupart des gens auraient dit dès le début, Lila l'a évoqué sans s'appesantir... toujours sa modestie.

Après la fin de la revue, Lila a travaillé sur son ouvrage « Burkina Faso 2011, chronique d'un mouvement social ». Quotidiennement, elle allait à la bibliothèque du centre Beaubourg à Paris pour travailler sur la presse Burkinabé qui relatait le mouvement social de 2011 contre la mort du lycéen Justin Zongo victime de violence policière. Ces manifestations populaires annonciatrices de la révolution qui, trois ans plus tard, déposa en quelques jours Compaoré et donna un sentiment légitime de fierté à toute l'Afrique.

Elle a adoré travailler avec le collectif de Tahin-Party qui avait publié son ouvrage, elle partagea ce même sentiment contre le mercantilisme, et la société marchande de cette maison d'édition atypique.

Contrairement à beaucoup de camarades qui militent dans le milieu africain, Lila avait des réserves sur Sankara, et si elle est reconnaissait volontiers l'avancé historique de cette expérience pour le Continent, elle formulait aussi des critiques. Dans le jargon des trotskystes des années 70, on aurait dit qu'elle avait une vision luxembourgistes des luttes, en d'autres termes elle avait une confiance envers les masses en lutte et était plus prudente vis-à-vis des organisations politiques sans pour cela y être opposée.

Ainsi, au chômage, elle avait réussi à dégoter un stage de formation d'anglais, lui ayant suggéré l'idée de démarcher des organisations d'extrême-gauche à Londres. Elle a donc fait son stage à la librairie du SWP et a été enthousiasmée par cette expérience. La journée à la librairie, les soirées dans les meetings pour tenir les tables de presse...elle était impressionnée par l'activisme des militants, même si parfois cette expérience a été difficile. Elle m'a raconté un jour qu'elle a

éclaté en sanglot à la librairie, face à une remarque désobligeante d'une personne qui s'étonnait qu'elle ne comprenne pas ce qu'elle voulait. Désormais, nous avons un nouveau point commun : nos efforts laborieux et méritoires pour apprendre l'anglais ...

Revenue en France elle a mis la même énergie dans son travail à la fondation Gabriel Péri, un think tank proche du Parti Communiste Français, elle a apprécié leur ouverture d'esprit et leur fraternité. A cette occasion, elle a écrit un second ouvrage de dénonciation des conditions de travail et de vie dans l'exploitation des mines d'or au Burkina.

Lors de la révolution au Burkina, Lila pourtant fortement sollicitée, n'a pas ménagé son temps pour nous aider à mieux comprendre cette nouvelle situation.

Lila c'était un mélange de doute de soi, de fragilité et d'une assurance inébranlables dans ses convictions profondes. Ses éclats de rire, son regard, et sa chaleur humaine nous manquent déjà.

Adieu Lila

Paul Martial

Burkina Faso : mais où sont les sankaristes ?

Le peuple burkinabé a désormais montré à la face du monde entre 2014 et 2015 sa soif de liberté. Presque 30 ans de pouvoir compaoriste avait fait croire à Blaise Compaoré et ses sbires qu'ils étaient éternels et la tentative de putsch du général Diendéré contre le peuple fut un lamentable échec. On n'arrête pas un peuple qui a soif !



Tomas Sankara et Blaise Compaoré

La page Compaoré est donc tournée. Exfiltré par la France, certainement pour service rendu, logé au frais du contribuable ivoirien par Ouattara qui lui doit tant, le dictateur coule donc des jours paisibles. Du moins, pour le moment ! Car il ne faut pas oublier que Blaise Compaoré est l'assassin de l'icône de la jeunesse africaine, Thomas Sankara. En effet, seulement quatre ans après la révolution, portée par un couple de jeunes militaires amis, Thomas Sankara et Blaise

Compaoré, un commando assassinait Thomas Sankara, le 15 octobre 1987, tuant dans l'œuf l'immense espoir que portait pour le continent le « Che africain ».

La jeunesse burkinabé portait des tee-shirts à l'effigie de Sankara lors de la grande mobilisation contre la tentative de modification par Compaoré de la Constitution pour se maintenir au pouvoir. L'héritage de Sankara n'a pas disparu, la flamme a été entretenue partout en Afrique et pas seulement au Burkina Faso. Cette flamme est aussi portée par ses héritiers, notamment l'Unir-PS (Union pour la renaissance-Parti sankariste), le FFS (Front des forces sociales), la CDS, l'ADR (Alliance des démocrates révolutionnaires), l'URD/MS (Espoir et Unité d'action des mouvements sankaristes), la CPR/MP (Convergence patriotique pour la renaissance/Mouvement progressiste), et certainement d'autres mouvements, se réclamant de l'idéal de la révolution de 1983, ou tout simplement sankaristes.

Après la chute de Compaoré les 30 et 31 octobre 2014, on aurait pu croire que les sankaristes seraient les premiers gagnants de l'espoir suscité par le départ de la clique compaoriste. Certains ont même caressé l'espoir de voir en Mariam Sankara, veuve de Thomas, la nouvelle Ève du sankarisme. Mais les démons de la division auront de nouveau eu raison des sankaristes qui ne sont d'accord que sur une chose : ne pas être d'accord.

Pourtant, la convention sankariste des 15 et 16 mai 2015 regroupant plusieurs organisations politiques sankaristes était un petit espoir de reconstitution de la famille mais les rancœurs sont certainement plus tenaces que l'espoir d'un peuple. La convention avait permis malgré tout la désignation de M^e Bénéwendé Stanislas Sankara, leader de l'UNIR/PS comme candidat unique des sankaristes avec le soutien de Mariam Sankara. Mais quelques mois plus tard, cette coalition a volé en éclat jetant aux orties l'espoir des sankaristes de se positionner en vraie alternative. Bien évidemment, c'est un ancien compaoriste qui a finalement remporté les élections de 2015 profitant de sa lumineuse intuition de quitter le bateau compaoriste avant qu'il ne coule. La révolution aura au final accouché d'une souris, au grand dam des sankaristes, qui finalement ne portent pas vraiment l'espoir du peuple. Sinon, ils auraient certainement trouvé le moyen de s'entendre, surtout en cette occasion unique. Il ne suffit pas de se dire sankariste pour porter l'espoir d'un peuple, encore faut-il promouvoir le message de Thomas auprès du peuple (refus de la dette inique, dénonciation de la Françafrique, promotion du panafricanisme). Or M^e Bénéwendé Stanislas Sankara fait plutôt penser à un technocrate qu'on entend rarement sur ces sujets brûlants mais qui constituaient le cœur du message du Che africain. N'est pas Thomas qui veut. Les sankaristes burkinabé sont désolants.

Leur division est une insulte à la mémoire de Thomas qui promouvait l'unité africaine.

« Je demande à tous ceux qui se battent à mes côtés et à ceux de la famille SANKARA de continuer leur mobilisation pour que justice soit rendue à Thomas SANKARA et à ses compagnons »



Les rancœurs et les luttes personnelles gangrènent l'espoir du peuple burkinabé de se connecter de nouveau avec les idées de la révolution de 1983.

Mais le message de Thomas va au-delà du Burkina Faso. Il est porté par les jeunes Sénégalais lors des manifestations du 23 juin 2011 M23 qui ont empêché le changement constitutionnel d'Abdoulaye Wade. Il est porté aussi par la jeunesse africaine qui en a assez de mourir de faim, de soif et d'ignorance. Il est porté par les anticapitalistes de tous les pays. Et si les vrais sankaristes n'étaient pas burkinabé ?

Moulzo

Sahel : l'ex-puissance coloniale en première ligne

Après le Mali (avec l'attentat de Bamako du 20 novembre 2015) et le Burkina Faso, où une incursion terroriste eut lieu le 15 janvier, ce fut au tour de la Côte d'Ivoire d'être frappée par des djihadistes. Un attentat commis dans la station balnéaire Grand-Bassam, dimanche 13 mars, a fait seize morts civils et trois parmi les forces de police.

Quatre des victimes sont de nationalité française, la station au bord de la mer étant prisée par des « expatriés » français et par des habitant(e)s de la métropole économique Abidjan qui est très proche. Puis, une nouvelle fois, c'était la capitale

maliennne, Bamako, qui a dû enregistrer un nouvel attentat, le lundi 21 mars. Il a ciblé l'hôtel « Nord-Sud », l'un des plus sécurisés de la capitale, qui héberge du personnel de la mission militaire de l'Union européenne (EUTM).

Le plus médiatisé fut celui commis en Côte d'Ivoire. Deux ministres français, ceux de l'Intérieur (Bernard Cazeneuve) et des Affaires étrangères (Jean-Marc Ayrault) se sont rendus sur place, le 15 mars. Ils ne se sont guère attardés dans le pays, arrivant à Abidjan en fin de matinée et repartant de Grand-Bassam avant 18 heures. Juste le temps de rencontrer le

président Alassane Ouattara dans son palais, de s'adresser à la « communauté française » installée dans le pays, et de délivrer un message qui tient en trois mots : « Compassion, confiance et coopération ».

Même les autorités semblent réticentes à la présence militaire française

Concernant les officiels français, c'est surtout le volet « coopération » qui a été mis en avant au retour des deux ministres. Il s'agit d'une coopération militaire renforcée – elle existe déjà avec la Côte d'Ivoire et plusieurs pays voisins, au niveau des armées et des gouvernements –, qui devait d'abord prendre la forme de l'envoi d'un contingent du GIGN (groupement d'intervention de la gendarmerie nationale). Ces éléments du corps d'élite de la gendarmerie française devaient être déployés, selon une première annonce, à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. C'est à partir de là qu'ils devaient pouvoir intervenir directement sur des théâtres d'opération ou d'attentats, à l'échelle de la sous-région Afrique de l'Ouest.

Curieusement, au Burkina Faso, même les plus hautes autorités de l'État ne semblaient cependant pas en être informées. Le 17 mars, le journal « Le Monde » cite ainsi une source au palais présidentiel : « Nous ne sommes pas au courant, nous avons appris cela dans la presse. » Le quotidien français ajoute alors : « Même réaction du côté du ministère de l'Intérieur et de la gendarmerie », au Burkina Faso.

Dans la société civile locale, cette annonce – ou cet accident de communication, si l'on veut – a renforcé l'opposition à la présence militaire française, qui existe de longue date. Environ 200 militaires français sont présents en permanence au Burkina. Mais il a fallu attendre la chute de l'ancien autocrate Blaise Compaoré (au pouvoir de 1987 à 2014, actuellement exilé en Côte d'Ivoire sous la protection d'Alassane Ouattara dont il avait aidé la prise de pouvoir) pour apprendre officiellement que le COS (commandement des opérations spéciales), donc, une troupe d'élite de l'armée française, s'y

trouve aussi.

Jusqu'ici, ce fut surtout le Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples (MBDHP) qui s'opposait à la présence de l'armée française dans la région. Actuellement, ce refus est visiblement partagé par d'autres forces de la société civile burkinabé. Même les autorités semblent réticentes. Du côté des officiels français, on a d'ailleurs relativisé l'annonce. Dorénavant, il n'est plus question que de l'envoi d'un ou deux représentants du GIGN, au titre de « conseiller » ou formateur des forces armées locales.

MALI : PREMIER ATTENTAT APRÈS LES ACCORDS D'ALGER



De son côté, le groupe djihadiste AQMi (Al-Qaida au pays du Maghreb islamique), qui a revendiqué, le 14 mars, l'attaque de la veille, a prétendu avoir agi en riposte à l'opération française au Sahel. Autrement dit, aux activités de la troupe Barkhane, forte de plus de 3 000 hommes et déployée entre autres au Tchad et au Nord du Mali.

Cela ne fait pas des djihadistes d'AQMi des résistants et des libérateurs potentiels : leur projet de société, auquel le Nord Mali fut soumis de force pendant plusieurs mois en 2012, est bel et bien ultra-réactionnaire. Toujours est-il que leur combat et leur idéologie se nourrit de l'idée qu'ils seraient « ceux qui combattent les croisés et les nouveaux colonisateurs ». Toujours est-il, aussi, que les populations civiles (qui n'ont

majoritairement aucune sympathie pour les djihadistes) ne sont guère rassurées par la perspective d'une augmentation de la présence militaire française. L'organisation AQMi a annoncé, de son côté, qu'elle continuera à frapper « les croisés » mais aussi « tous les pays impliqués et qui participent à l'alliance avec la France ».

En dehors de la présence de troupes d'élite au Burkina Faso, la France est aussi militairement présente en Côte d'Ivoire. Environ 600 militaires y disposent de quatre bases, autour d'Abidjan. Dans les années 2000, l'armée française était à plusieurs reprises intervenue dans les conflits qui secouaient alors ce pays, première force économique de l'Afrique de l'Ouest. Elle avait tué par des tirs plus de 60 manifestants à Abidjan, devant l'« Hôtel Ivoire », en novembre 2004. Au moment du dénouement de la lutte de pouvoir entre l'ancien président, Laurent Gbagbo, et l'actuel chef d'État, Alassane Ouattara, ce sont des troupes françaises qui ont capturé Gbagbo à l'intérieur de la résidence présidentielle, le 11 avril 2011. Sans rien justifier des actes ni de l'idéologie des djihadistes, notre tâche en France reste bien évidemment la dénonciation de cette présence impérialiste continue.

Le Bundestag a donné son feu vert à la nouvelle mission militaire

Au Nord du Mali, pendant ce temps, après la France, les alliés entrent dans la danse. Un ex-ministre tchadien, Mahamet Salef Annadif, avait été nommé chef de la Minusma (mission des Nations unies pour la stabilisation du Mali) forte d'un peu plus de 11 000 soldats, le 23 décembre 2015. Depuis, l'Allemagne vient de s'engager à son tour, en promettant d'envoyer 650 soldats supplémentaires pour la renforcer.

Jusqu'ici, les autorités de Berlin avaient entretenu un petit contingent de 150 soldats au n'avaient jusqu'ici participé qu'à la formation de soldats maliens dans un centre basé à Koulikoro, à soixante kilomètres à l'est de Bamako. Ils ne participaient pas aux combats ni n'étaient envoyés dans le Nord du pays. Cela risque

désormais de changer. Le Bundestag, Parlement fédéral allemand, a donné son feu vert, le 28 janvier 2016, à la nouvelle mission militaire, dont la durée n'est pas limitée. L'intervention extérieure est présentée comme un acte de « solidarité avec la France », suite aux attentats du 13 novembre 2015.

Précisons qu'en dehors de la Minusma, il existe aussi un contingent militaire franco-français dans la région du Sahel, l'opération « Barkhane » (mentionnée plus haut). Cette troupe a remplacé, le 1^{er} août 2014, l'ancienne opération « Serval » qui avait été déclenchée début 2013 au Mali ; son quartier général est implanté à N'Djamena, la capitale du Tchad. Son périmètre n'englobe donc pas uniquement le Mali, mais aussi les pays voisins : la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Début novembre 2015, donc quelques jours avant les attentats de Paris, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, avait porté ses effectifs de 3 000 à 3 800 soldats.

Le Nord du Mali n'a pas pour autant vu diminuer les activistes djihadistes et d'autres éléments armés, dont certains poursuivent des objectifs plus proches du banditisme que du politico-idéologique.

Il serait d'ailleurs étonnant que leur ferveur se calme, alors que l'ex-puissance coloniale se trouve en première ligne pour les combattre. N'aiment-ils pas se présenter comme défenseurs du bien contre les vices importés de l'Occident colonisateur, utilisant parfois un langage qui imite celui des anciens mouvements de libération (avec lesquels ils n'ont par ailleurs rien de commun, puisqu'ils combattent pour un projet de société réactionnaire basé sur le retour aux « vraies valeurs de l'islam » d'un passé imaginaire) ? Un des mouvements islamistes armés qui opère au centre-nord, le Front de libération nationale de Macina, singe par exemple jusqu'aux détails un mouvement de libération anticolonial, qu'il n'est pas pour autant. On avait prêté à ce groupe, un temps, l'attentat du 20 novembre 2015 commis à l'hôtel « Radisson Blu », qui a été revendiqué par plusieurs groupes

armés concurrents. Depuis, on en crédite plutôt le mouvement « Al-Mourabitoun », issu de la fusion de deux groupes djihadistes dont les origines sont situées en Algérie.

40 000 tonnes d'engrais frelaté

Le plus inquiétant est cependant le vide politique et idéologique que laisse, autour d'elle, une classe politique occupée à s'enrichir elle-même. Plusieurs gros scandales de corruption ont d'ailleurs éclaté ces derniers mois, jetant plus que jamais le discrédit sur cette classe politique largement coupée du peuple. En mai 2015 a été annoncé le scandale de l'importation de 40 000 tonnes d'engrais frelaté (inutile sinon toxique), que les autorités avaient achetées apparemment en connaissance de cause mais en encaissant des commissions au passage. A la rentrée 2015, le président Ibrahim Boubacar Keïta (« IBK ») annonça fièrement l'acquisition de 1 000 tracteurs pour moderniser l'agriculture... mais les tracteurs achetés ne fonctionnent pas, les autorités ayant acheté là encore de la camelote. Dernier événement en date, la suspension du droit de vote du Mali aux Nations unies, annoncée fin janvier 2016, pour non-versement de la cotisation du pays, l'argent devant servir à la payer ayant été allègrement détourné... Depuis, quelques sous-fifres ont été sanctionnés au ministère du Budget, et une enquête a été annoncée.

Des forces politico-religieuses viennent en partie remplir le vide, et pourraient en conséquence voir leur influence augmenter. A la fin de l'année dernière, l'état d'urgence a été décrété suite à l'attentat du « Radisson Blu » (et prolongé, depuis, jusqu'au 31 mars 2016). A l'occasion de la fête du « Maouloud » ou célébration de la naissance du prophète, qui tomba l'année dernière le 24 décembre 15, les autorités ont donc interdit des festivités sur la voie publique. Certains imams, en tête desquels se trouvait Mahmoud Dicko, qui anime la tendance appelée wahhabite (parce que soutenu par des pays du Golfe), critiquèrent durement les autorités, tout en conduisant en même temps une violente

campagne contre l'« homosexualité », un « vice » qui, selon eux, se répandrait.

Alors que des tenants du culte traditionnel – malékite –, autre tendance de l'islam au Mali qui coexiste avec la tendance soufi (cette troisième étant de loin la plus tolérante), avaient organisé des festivités autour du « Maouloud », les wahhabites les dénonçaient publiquement. En réaction, des partisans du « chérif » (dignitaire religieux) Ousmane Madani Haïdara, représentant du culte malékite, déclarèrent sur des radios proches de leur mouvance qu'il fallait « tabasser quiconque critique encore le cheikh Haïdara ». Dans le même mouvement, Haïdara annonça sur un ton menaçant qu'il pouvait aussi « porter un imam à la tête du pays », visant en principe l'élection présidentielle prévue en 2018. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Mountaga Tall, qui noue parfois des alliances dans la mouvance islamiste, y a réagi en considérant que « les imams sont des citoyens comme les autres », et ne seraient donc pas exclues des charges d'État supérieures. Les polémiques autour du sujet n'ont pas fini à faire couler de l'encre dans la presse malienne.

Le fond de l'affaire : la gestion des futures « baronnies »

Concernant la crise du Nord et ses acteurs, outre les djihadistes qui tentent de s'y implanter, elle n'a pas encore été réglée. Certes, depuis le 15 juin 2015, un « accord de paix et de réconciliation » a été solennellement conclu entre le pouvoir central et des groupes à base touareg qui tiennent une partie du Nord. Or, la seule chose qui ait été vraiment actée depuis est la création de deux nouvelles régions administratives dans le Nord-Est (Ménaka et Taoudéni) qui doit s'inscrire dans un mouvement de « décentralisation ». Le cantonnement des groupes armés (sur des sites désignés à cette fin) a à peine commencé, à la mi-janvier. Ces groupes avaient aussi espéré voir des représentants figurer au gouvernement central. Or, celui-ci a été remanié, avec la constitution du désormais troisième gouvernement du Premier

ministre Modibo Keïta – en place depuis un an et demi – annoncé le 15 janvier. Or, si quelques ministres ont été échangés, portant le RPM (Rassemblement du peuple malien), ex-soutien du président IBK, au bord de l'explosion, aucun élargissement de sa base n'a eu lieu.

Une alliance de circonstance curieuse a été formée, en janvier 2016, entre la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad), formée autour des ex-séparatistes touareg du MNLA, d'un côté et la « Plateforme » de l'autre. Cette dernière regroupe des groupes armés « loyalistes » qui avaient combattu ces rebelles, coalisés autour du groupe touareg anti-séparatiste Gatia. Ensemble, la CMA et la « Plateforme » ont exigé la formation d'un « gouvernement de transition » qui intègre des

représentants des divers groupes armés du Nord...

Le fond de l'affaire réside, cependant, dans l'attente de subsides financiers importants que pourront gérer les futures régions. Les différents groupes armés espèrent, comme d'autres forces, pouvoir participer à la gestion de futures « baronnies » et ainsi profiter de cette manne. C'est sur cette base-là que « le dialogue se poursuit », entre l'État et différentes factions. Ce qu'attend la grande majorité du peuple malien, ce n'est évidemment pas ça, mais la création d'une alternative économique, sociale et démocratique qui combatte la corruption ainsi que l'ethnisme.

Bertold du Ryon

Niger : après la présidentielle

Le Niger est entouré du Mali, toujours en crise dans le Nord, de la Libye qui s'enfonce progressivement dans le chaos et du Nigeria, où Boko Haram continue à sévir. Le dernier scrutin au Niger jette un éclairage sur la situation inquiétante que vit ce pays.

En effet, l'élection présidentielle s'est déroulée dans un climat tendu qui n'a fait qu'empirer. Trois principaux partis se partagent les voix :

- le MNSD (Mouvement national pour la société du développement), l'ancien parti unique soutenant Mamadou Tandja qui a été déposé par un coup d'État militaire ;
- le PNDS (Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme) de Mahamadou Issoufou ;
- le Moden (Mouvement démocratique nigérien) dirigé par Hama Amadou.

Une fois la victoire acquise sur le MNSD, lors des élections précédentes de 2011, l'alliance entre les deux partis PNDS et Moden s'est lentement fissurée pour arriver au point de

rupture.

A cela s'ajoute une affaire judiciaire de trafic de bébés venus du Nigeria. En effet, une vingtaine de dignitaires du pays ont été impliqués. C'est le cas du ministre de l'Agriculture, Abdou Labo, mais aussi celui d'Hama Amadou puisque l'une de ses compagnes a été accusée de « supposition d'enfant », un délit constitué par la fausse attribution de maternité à une femme. Le dirigeant du Moden, Hama Amadou, a crié au complot et s'est enfui en France. Revenu au Niger pour mener la campagne électorale, il a été tout de suite emprisonné et c'est donc de sa cellule que la campagne a été dirigée. Ce qui, au départ, aurait dû être un handicap est apparu à beaucoup comme le gage de son courage et a ainsi provoqué une certaine empathie.

Issoufou : un bilan pour le moins contrasté

Mais ce n'est pas seulement le fait de l'emprisonnement d'Amadou qui n'a pas permis au président sortant, Issoufou, de réaliser son

objectif d'une victoire dès le premier tour. En effet, son bilan est pour le moins contrasté.

Arrivé au pouvoir en 2011, il avait fixé un plan de développement économique et social 2012-2015 (PDES) qui s'ordonnait autour de cinq axes : renforcement des institutions, amélioration de l'économie, du développement, de la sécurité alimentaire et des conditions de vie.

Force est de constater que le résultat fut maigre. Basé sur un objectif de croissance de 9,2 %, le pays n'a atteint que 7,6 %, ce qui a contribué aux difficultés de l'établissement du plan, mais ce projet a surtout été l'occasion d'un renforcement de la corruption : nombre de fonctionnaires ayant été embauchés pour mener et suivre sa réalisation non, loin s'en faut, sur des critères de compétence, mais plutôt sur le clientélisme.



Ainsi, les grands projets d'infrastructure, notamment le barrage hydraulique de Kandadji qui devait permettre l'autosuffisance énergétique du pays n'est toujours pas sorti du sol. L'entreprise russe en charge des travaux a été incapable de tenir ses engagements.^[i]

Si la mise en place de la boucle ferroviaire Abidjan, Ouagadougou, Niamey, Cotonou

avance, le choix, contestable, d'utiliser d'anciens rails qui ne sont plus aux normes internationales va augmenter le coût d'exploitation.^[ii]

Par ailleurs, le pays doit faire face à la crise du nucléaire, où Areva a décidé de geler son projet d'exploitation du site d'Imouraren, un manque à gagner pour le pays. Mais la crise n'est pas seulement économique et sociale

Un islam rigoriste qui pèse de tout son poids

Le pays est de plus en plus marqué par l'accroissement de l'intégrisme religieux, notamment avec le courant Izala, issu du wahhabisme saoudien. Cette doctrine a prospéré, au départ dans les régions nord du Nigeria, et s'est propagée parmi la jeunesse du Niger.

Cet islam rigoriste pèse de tout son poids dans la société nigérienne et arrive à imposer ses idées. C'est ainsi que des manifestations ont eu lieu en 2000 contre le festival de la mode à Niamey, l'élection de miss Niger en 2005, et des émeutes contre la couverture du journal français *Charlie Hebdo*, juste après les attentats de Paris en janvier 2015. Comme auparavant, ces manifestants ont pris pour cible les bars et autres « lieux de perdition », mais fait nouveau, ils se sont attaqués à la communauté chrétienne du pays. Ces violences ont éclaté alors que cette mouvance Izala lutte depuis des années contre la Constitution, jugée laïque et mécréante. Une des cibles favorites reste la population féminine ; c'est ainsi que ce mouvement intégriste s'est battu contre le projet de loi qui interdisait le mariage des filles scolarisées, sauf décision expresse des tribunaux. Cette loi visait la protection des jeunes filles contre le mariage précoce. Ces islamistes se sont aussi violemment opposés à tous les projets de planification familiale et de publicité pour les préservatifs.

Ce courant Izala est loin d'être majoritaire dans la société et reflète, d'une certaine manière, un conflit générationnel entre des jeunes au

chômage ou des jeunes diplômés déclassés qui se sont emparés de ce type d'islam et la génération des anciens, attachés à un islam coutumier, construit au fil du temps par les innovations soufies. Izala arrive à imposer son agenda et ses vues et participe grandement à radicaliser la société dans son ensemble, d'autant qu'il est aidé par les pays du Golfe. En effet, les politiques d'ajustement structurel des années 90 ont contribué à mettre en berne écoles, hôpitaux, centres de santé, aide sociale et alimentaire remplacés par des ONG dont certaines sont financées par des pays comme le Qatar ou l'Arabie Saoudite.

Ainsi une myriade d'écoles coraniques se sont développées et concurrencent l'école publique appauvrie et dénuée de moyens où les instituteurs, dont certains ont tout juste le BEPC, doivent gérer des classes d'une centaine de gamins. Ainsi, progressivement le courant rigoriste de l'islam s'insère à tel point qu'il y a désormais une césure entre une grande partie de la jeunesse et les élites du pays, en premier lieu le gouvernement.

Une marge de manœuvre étroite pour le nouveau gouvernement

Conscient de cette situation, Issoufou a lancé, au

lendemain de sa victoire, un appel à la constitution d'un gouvernement d'union nationale pour répondre aux défis du pays. L'opposition semble divisée, dans un premier communiqué elle indique : « Nous avons réitéré la disponibilité de l'opposition à aller à un dialogue global, sincère et inclusif » et « qui prenne en charge l'ensemble des questions que nous avons évoquées^[iii] », puis, à quelques heures d'intervalle, semble se raviser : « Tout dialogue » passe « nécessairement par l'instauration d'une période de transition politique inclusive », censée « rétablir la normalité constitutionnelle^[iv] ».

Les marges de manœuvre du nouveau gouvernement restent étroites, et le ralliement éventuel de l'opposition serait pour elle une bonne occasion de mener, pour son propre compte, une politique clientéliste qui se confondra avec la politique de corruption de la majorité symbolisée par l'affaire de l'avion présidentiel offert par Areva à Issoufou^[v], comme si la priorité du pays était l'acquisition d'un jet privé alors qu'il était classé, en 1980, 124 sur l'indice du développement humain pour chuter à 187 en 2013 !

Paul Martial

^[i] <http://nigerdiaspora.net/les-infos-du-pays/economie/item/68519-niger-prochaine-construction-du-barrage-hydroelectrique-de-kandadji>

^[ii] <http://leconomistebenin.info/index.php/eco-une/item/903-rehabilitation-du-reseau-ferroviaire-cotonou-niamey-le-groupe-bollere-s-ecarte-des-normes-internationales/903-rehabilitation-du-reseau-ferroviaire-cotonou-niamey-le-groupe-bollere-s-ecarte-des-normes-internationales>

^[iii] <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/03/28/97001-20160328FILWWW00112-niger-dialogue-entre-l-opposition-et-le-pouvoir.php>

^[iv] <http://www.jeuneafrique.com/313815/politique/niger-transition-politique-lopposition-refuse-dialogue-issoufou/>

^[v] <http://observ.nucleaire.free.fr/com-et-courrier-hollande-ayrault-canfin.htm>

Quand on refuse, on dit non ! De Lumumba à Cheikh Anta Diop

Le discours du 30 juin 1960 de Patrice Lumumba devant le roi des Belges restera à jamais gravé dans les mémoires. Il déclare sans faillir et sans faire de courbettes à l'opresseur : « Cette indépendance du Congo, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier que c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle, nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang. Cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable, pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force. » Lui aussi paiera cher cet affront. Assassiné par l'impérialisme américain et belge. Lumumba avait dit non ! Parce qu'il refusait que l'opresseur s'approprie la victoire des Congolais.

« Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage », avait lancé Ahmed Sékou Touré au général De Gaulle, le 28 septembre 1958, à l'occasion du référendum sur le projet de Constitution proposé par De Gaulle, pour l'établissement d'une Communauté franco-africaine. La Guinée est ainsi le seul territoire, parmi les colonies françaises d'Afrique, à prendre le chemin de l'indépendance. Celle-ci sera prononcée le 2 octobre 1958. La Guinée avait dit non pendant que Senghor, Houphouët-Boigny et tous les autres acceptaient le piège tendu par la France. L'histoire retiendra que De Gaulle en oublia sa casquette et la vengeance de la France fut immédiate : le retrait de toute l'administration française. Ahmed Sékou Touré était certes un homme courageux, un homme d'honneur mais à cause des attaques répétées de la France et de ses valets contre le peuple guinéen, il est devenu paranoïaque enfermant les opposants politiques au tristement célèbre camp Boiro.

Frantz Fanon aussi avait dit non ! Non à la colonisation française, lui qui avait choisi le camp de ceux et celles qui combattent pour leur liberté. Fanon était-il français, martiniquais ou algérien ? Certainement les trois à la fois et même plus que ça d'ailleurs. Fanon n'avait pas

de patrie ou alors sa patrie était celle de tous les damnés et les opprimés de la terre. Il avait choisi d'être algérien pour se battre contre la colonisation et les injustices qui en émanaient mais il aurait tout aussi bien été congolais s'il avait été témoin sur place de l'injustice coloniale ou encore indochinois. L'auteur de *Peau noire, masque blanc* (1952) », *l'An V de la révolution algérienne* (1959), *les Damnés de la terre* (1961), *Pour la révolution africaine* (1964) était avant tout un homme d'action, un homme de dépassement, un sans-patrie, bref un homme au sens le plus global de ce terme, un homme intégral.

L'œuvre de Cheikh Anta Diop contribua à la reconnaissance d'une Égypte pharaonique nègre, bien que les égyptologues européens de l'époque aient eu beaucoup de mal à l'admettre. Il était effectivement bien difficile d'accepter que les maîtres des pyramides, de calculs mathématiques si complexes, qui ont enseigné la géométrie à Pythagore et à Thalès puissent être de la même couleur noire que ceux-là même qu'on domine et colonise, en prétendant leur apporter la civilisation. Comment admettre en effet que Ramsès II, Toutankhamon et Akhenaton soient des nègres... Et pourtant, les démonstrations de Cheikh Anta Diop sont claires comme l'eau de roche. « Pour nous, écrit Cheikh Anta Diop, le retour à l'Égypte dans tous les domaines est la condition nécessaire pour réconcilier les civilisations africaines avec l'histoire, pour pouvoir bâtir un corps de sciences humaines modernes, pour rénover la culture africaine. Loin d'être une délectation sur le passé, un regard vers l'Égypte antique est la meilleure façon de concevoir et de bâtir notre futur culturel. L'Égypte jouera, dans la culture africaine repensée et renouée, le même rôle que les antiquités gréco-latines dans la culture occidentale ». Cheikh Anta Diop a su aller à contre-courant de la pensée coloniale dominante, redonnant à l'Afrique ses lettres de noblesse. Il a su dire non à ceux qui véhiculaient une image fausse du Nègre pour le dominer encore plus. Oui, quand on refuse on dit non !

Moulzo

« 1996-2016 Saint Bernard 20 ans : acquis et perspectives »



Ce texte a été lu par **Madjiguène Cissé** à la bourse du travail de Paris le 18 mars 2016. Madjiguène Cissé a été une des animatrices de la lutte des sans papiers en 1996. Aujourd'hui installée à Dakar, elle anime le réseau des femmes pour le développement durable en Afrique [REFDAF](#).

Éléments de contexte

- Des lois qui fabriquent des sans papiers : une période où une succession de lois (Pasqua, Debré) a créé ce qu'on a appelé les sans papiers en empêchant de fait le renouvellement des titres de séjour et plongeant des étrangers présents depuis longtemps sur le territoire dans une situation de précarité en faisant d'eux des sans papiers.
- Un processus inédit dans l'histoire des luttes d'immigrés : les premiers concernés, les sans papiers ont pris leur destin en main : en affichant leur revendication et en organisant leur lutte de façon autonome et durable
- La force de cette lutte : au lieu de régler des cas individuels a élargi le champ de lutte vers enjeux plus grands. En liant le combat des sans papiers aux autres luttes contemporaines : les mal logés, les chômeurs, les autres travailleurs français dans la précarité (routiers, ouvriers...) nous avons enclenché une forte dynamique de dénonciation des inégalités.

- Cela a permis de rallier les différentes composantes de la société française à notre cause : un soutien émanant des classes populaires, moyennes et de la bourgeoisie; des associations issues de l'immigration, des syndicats, des personnalités (réalisateurs de cinéma, acteurs, artistes), des intellectuels de renom :

- J'en profite pour saluer la mémoire de nos amis et soutiens disparus - Léon Schwartzberg, Jacques Derrida, Pierre Bourdieu, Théodore Monod, Albert Jacquard ; les avocats qui ont défendu les cas à titre gracieux (Jean-Jacques de Félice) ; Saïd Bouziri; Mouloud Aounit, l'Abbé Pierre, et bien certains des médiateurs des sans papiers disparus: #Stéphane Hessel, Remond et Lucie Aubrac, Germaine Tillon, Paul Ricoeur, Laurent Schwatz, Antoine Sanguinetti, et d autres soutiens de la lutte des sans papiers.

Les raisons pour lesquelles les immigrés sont là, en France

La dimension explicative des inégalités Nord Sud ?

La mondialisation sauvage, les multinationales et l'absence de volonté politique des pays du Nord et du Sud privent nos populations de ressources vitales pour leur développement

Quelques éléments qui illustrent le lien entre les inégalités nord sud et la lutte des sans papiers de saint Bernard :

a) Appauvrissement : au manque de volonté politique et de dynamisme de nos dirigeants se combine une aggravation de la pauvreté. Les pays d'Afrique ont subi et continuent de subir de plein fouet des politiques qui se sont avérées dévastatrices sur le plan humain :

- spoliation des richesses (accaparement des terres, des ressources naturelles, halieutiques),

- signature d'accords et adoption forcée de politiques économiques clairement contraires à l'intérêt de nos populations : plans d'ajustement structurels à l'époque, aujourd'hui les accords de partenariats économiques APE; réduction des tarifs douaniers, dumping fiscal pour attirer les fameux investissements étrangers)

- APE : un partenariat sous contrainte qui permet à l'Europe de sauvegarder une main mise économique sur l'Afrique, d'amortir les effets de la crise économique qu'elle subit et de se positionner face à des pays africains qui s'ouvrent aujourd'hui vers de nouveaux partenaires, les pays émergents (Amérique latine, Asie, notamment l'Inde, la Chine) avec l'espoir d'établir des modalités d'échanges plus équitables.

c) Pour financer leurs politiques publiques et briser les schémas de reproduction de la grande pauvreté, les pays du Sud ont besoin, entre autre, d'augmenter leurs budgets. Aujourd'hui, à cause de systèmes fiscaux injustes, à cause des exonérations fiscales négociées par les entreprises multinationales, et à cause de la fraude et de l'évasion fiscale, les pays en développement perdent chaque année bien plus qu'ils ne reçoivent en aide internationale.

En 2010, les pays en développement ont vu s'envoler plus de 850 milliards de dollars de flux illicites vers les paradis fiscaux, soit 10 fois les montants d'aide internationale qu'ils ont reçu cette même année.

Rien qu'en 2012, le Niger a perdu 16 millions d'euros à cause des exonérations de TVA accordées à Areva, l'entreprise qui exploite l'uranium du pays depuis plus de 40 ans.

- Il résulte de tout cela un manque de perspectives et d'opportunités pour les jeunes qui constituent la majorité des populations africaines

b) Les causes géopolitiques :

- guerres de recolonisation menée par l'UE, l'OTAN, les États-Unis qui génèrent beaucoup

d'instabilité et pour longtemps et qui fragilisent d'autant plus l'état déjà précaire de nombreux pays africains.

- Les crises environnementales dues aux sécheresses, inondations ...

Apprenons à aller à contre courant de certaines idées reçues

- L'essentiel des migrations s'effectue entre pays africains, par ailleurs de nombreux migrants vont et viennent et retournent chez eux au bout de quelques années ou à leur retraite ici

- Les flux financiers qui vont des pays du Sud, y compris de l'Afrique vers les pays du Nord sont plus importants : c'est l'Afrique qui aide l'Europe en réalité

- les migrants aident l'Afrique : Les transferts d'argent des migrants

Entre 2000 et 2006, les envois de fonds vers les pays en développement ont, dans leur ensemble, plus que doublé, pour atteindre environ 180 milliards de dollars américains, soit près de deux fois le montant de l'aide publique au développement destinée à ces pays.

En 2012 la Banque mondiale déclare que ce montant représente 3 fois l'aide public au développement (APD) mais il pourrait représenter jusqu'à 6 fois l'APD en raison de la non comptabilisation des opérations informelles.

Les solutions : quelles propositions ?

- Subvention de nos agricultures
- création d'une monnaie propre, non arrimée à l'Euro
- une coopération sur de nouvelles bases : l'argent arrive aux populations
- créer une économie prospère
- susciter un développement équitable
- ne pas ouvrir nos marchés tous azimuts
- remise de la dette payée de multiples fois depuis 1979 pour tous les pays d'Afrique encore concernés
- véritable unité africaine, un véritable panafricanisme au service des peuples pour une Afrique unie et libre, où les africains auront des leader qui se soucient davantage de leurs

populations que de suivre les injonctions de la Maison Blanche ou de l'Élysée.

- au moment où l'information se déploie de façon exponentielle, au moment où tout concourt à l'ouverture aux échanges entre les pays et les peuples on ne peut plus dire aux gens de rester chez eux. La liberté de circuler est indiscutable.
- Inviter l'Union européenne à ne pas privilégier les solutions répressives (FRONTEX) ces milliards investies là dedans auraient pu servir à équiper les pêcheurs sénégalais, financer des projets dans nos campagnes, à irriguer des zones arides où les jeunes pourraient développer l'agriculture et d'autres activités
- l'Afrique en tant que nouveau pôle de croissance au niveau mondial doit servir avant

tout à assurer l'avenir de ses propres enfants.

Les raisons d'espérer

Les peuples africains restent debout

J'en veux pour preuve la monnaie des luttes populaires en Afrique depuis 2010, Sénégal Burkina etc pour des conquêtes démocratiques.

Montée en puissance d'une société civile critique de l'establishment gouvernementale (Balai citoyen au Burkina, Yen a marre au Sénégal, au Congo etc.

Une prise de conscience pour le développement endogène de l'Afrique.

Les sans papiers mobilisés aujourd'hui doivent faire leur ce triptyque

I Mobilisation II Unité III Organisation

Interview d'Hamady Camara, gréviste de la faim en 1996



Hamady Camara et Madjiguène Cissé, Bourse du Travail Paris

Afriques en lutte : Bonjour Hamady Camara, vous avez été un des grévistes de la faim lors de la lutte des sans papiers de 1996. Comment avez-vous rejoint la lutte ?

Hamady Camara : Je regardais la télévision lorsque j'ai entendu qu'il y avait une occupation des sans papiers du Gymnase Jappy. Je les ai rejoint aussitôt. A l'époque, c'était l'association Droit devant qui gérait la lutte avec les sans papiers. On m'a remis un badge et je n'ai plus quitté la lutte jusqu'au bout. J'y ai trouvé d'autres Mauritaniens comme moi. A l'époque, je me débrouillais et travaillais à mi-temps, j'ai tout laissé tomber pour me battre.

AEL : Comment s'est fait l'organisation ? Qu'en a-t-il été de la collaboration entre les intellectuels comme Madjiguène Cissé, Babacar Diop et les autres sans papiers dont beaucoup étaient en foyer Sonacotra ?

HC : Droit devant a par la suite mis à notre disposition un autocar pour aller occuper un hangar vide de la rue Pajol (18ème arrondissement). Nous avons tout nettoyé et nous y sommes restés. Ce n'était pas toujours facile entre nous « les non-intellectuels » et les intellectuels. Car nous, tout ce qu'on voulait c'était avoir des papiers et vivre dignement dans ce pays. Les autres avaient d'autres revendications en lien avec la Françafrique, le néocolonialisme, la mal gouvernance etc... beaucoup de terme qui nous étaient assez lointains. Il y avait aussi des soutiens africains qui n'étaient pas sans papiers mais qui étaient là avec nous pour nous soutenir et nous aider et ça, c'était important.

AEL : Y'a-t-il eu des tensions parfois ?

HC : Oui car comme je vous le disais, pour nous les sans papiers des foyers, il nous était difficile d'accepter toutes ces revendications supplémentaires car on voulait juste des papiers et nous étions prêts à aller jusqu'au bout. Chez

moi, on dit que « lorsqu'un chasseur revient toujours bredouille de la chasse, il y a un moment où il part et ne revient plus sauf avec le gibier ». Ce proverbe Soninké m'a permis de tenir. C'était une question de dignité. Nous étions sortis du foyer pour obtenir des papiers. On ne pouvait pas revenir bredouille. Mais malgré les tensions de temps en temps, il y avait toujours respect des décisions prises.

AEL : Combien de temps a duré la lutte ? Pourquoi avoir choisi la grève de la faim ?

HC : Il faut savoir qu'on s'attendait à combattre jusqu'en 2000 et par chance Chirac a fait la dissolution de l'Assemblée nationale. On a crié victoire ! Avec tous les soutiens qu'on a eu, des personnalités connues, du cinéma, des hommes politiques, le fruit était mûr. De plus, nous avions le soutien de l'opinion publique française. Nous étions 300 et il fallait que tout le monde soit régularisé. Tout ou rien. Il y avait plusieurs collectifs mais pour la lutte, nous étions solidaires. Pour la grève de la faim, il faut savoir que tout le monde n'était pas pour. Madjiguène Cissé par exemple ne voulait pas que nous choissions cette option. Mais nous étions à bout ! J'ai fait 52 jours de grève de la faim, 52 jours, c'est beaucoup mais la dignité nous a permis de tenir.

AEL : La lutte des sans papiers a-t-elle contribué à la victoire de la gauche après la dissolution par Chirac de l'assemblée nationale ?

HC : Je ne sais pas mais à l'époque l'opinion publique était avec nous et il y avait aussi d'autres luttes qui ont servi de terreau à notre lutte. Tous les Français sont devenus conscients de notre existence et de notre réalité. Nous les

Africains ne sommes pas là par hasard. Nos ancêtres sont morts pour la France. On aime la France aussi. Aujourd'hui, les Africains sont plus conscients. Moi par exemple, j'ai mes papiers mais je préfère que ma famille reste au pays et je ferai tout pour financer l'éducation de mes enfants dans les meilleures écoles. Ce que nous faisons dans nos villages est d'une grande importance. Parfois même nous prenons le relais de l'État, construisons centre de santé et école. Nous ne sommes que des travailleurs et nous avons quitté notre pays pour une meilleure vie, c'est tout.

AEL : Et aujourd'hui, qu'en est-il ? Êtes-vous en contact avec des sans papiers ?

HC : Oui bien sûr, c'est normal. Je leur donne des conseils quand je le peux. Mais il y a beaucoup de division entre les collectifs et une nouvelle donne les migrants de la mer. 20 ans après Saint-Bernard, le problème est toujours là. Pour moi, la solution, c'est de développer l'Afrique pour que ses enfants ne soient plus obligés de partir. Nous devons combattre la misère en Afrique en incitant les immigrés à investir en Afrique. Vous voyez, moi aussi je deviens politique.

Propos recueillis par Moulzo



Décoloniser l'esprit

Des siècles d'esclavage, de colonisation, de mépris de déni d'humanité ont conduit pour certains afro-descendants à la haine de soi, des siens et à une profonde aliénation.

L'occident a fait un réel travail de déshumanisation de l'homme Noir. En effet, en 1685 le code Noir, véritable monstre juridique considérant l'homme Noir comme un bien meuble dépourvu d'âme est rédigé par Colbert sous Louis XIV, ensuite il y a eu le code de l'indigénat ou les Africains étaient considérés comme des sujets Français contraints aux travaux forcés, puis les zoos humains jusqu'en 1931 à Paris où des indigènes étaient exhibés par la France afin de promouvoir sa mission civilisatrice tout en appuyant des théories racistes. En outre de nombreux penseurs, philosophes et scientifiques ont participé à nourrir ces diverses théories en passant par le Comte de Gobineau, Hegel, Voltaire, Victor Hugo et même Jules Ferry, père de l'école gratuite et obligatoire qui disait que "c'était un devoir pour les races supérieures d'aller civiliser les races inférieures"...

Depuis des siècles des clichés alimentent l'inconscient collectif des gens plaçant l'homme Noir dans une certaine animalité, un état primitif immuable. De plus, l'absence de référence à l'histoire des Noirs crée une image négative, celle d'un peuple sans passé, sans culture et à force d'être décrit comme un incapable, le Noir intériorise ce raisonnement et se voue à se résigner à accepter le statut d'inférieur qui lui est

assigné.



Une image peut détruire tout comme elle peut construire d'où l'importance de véhiculer des images positives afin de déconstruire le mythe de l'infériorité de l'homme Noir véhiculé par la publicité, les médias et le discours dominant.

La déconstruction passe par un déconditionnement mental, par une mise en avant de l'apport civilisationnel des Noirs au progrès général de l'humanité. Le Noir est beau, ne laissons personne nous définir et nous dire le contraire. Le travail d'estime de soi doit commencer dès l'enfance en apprenant aux enfants à s'aimer, en leur inculquant que leur différence est une richesse, en leur présentant des héros auxquels ils pourront s'identifier et se dire que si des personnes ont pu accomplir de grandes choses dans ce monde, qu'ils sont capables le faire aussi. Nous devons aussi définir nos propres standards de beauté, connaître notre histoire et la transmettre pour honorer la mémoire de nos résistants qui ont combattu car ce sont les luttes qui font l'histoire et qui nous construisent.

Neferissa



**Elections ou mascarades ?
Vigilance !**

<https://electionsafrique.wordpress.com>

Le Collectif de Solidarité avec les Luttres Sociales et Politiques en Afrique se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française. Réunion chaque **2e jeudi du mois, à 19h.**

contactCollectifSLSPAfrique@gmail.com

« Véhiculer une image positive de la diaspora »



Neferissa

AFRIQUES EN LUTTE : Neferissa, pouvez-vous nous parler de votre association Black is really Beautiful, comment est-elle née ? Quels sont ses objectifs ?

Neferissa : J'ai créé l'association Black is really Beautiful avec ma sœur en juin 2013 dans le but de mettre en lumière l'histoire des Afro-descendants et ses héros qui ont contribué à l'avancée de l'histoire de l'humanité et aussi pour aborder des thématiques méconnues du grand public. Elle est née suite au constat du manque de connaissance de l'histoire des personnes d'ascendance africaine et de la nécessité d'agir à notre échelle pour inciter les personnes à se documenter sur les différents sujets abordés.

Les objectifs sont de véhiculer une image positive de la diaspora tout en offrant une alternative éducative sur l'histoire pour une émancipation identitaire et culturelle.

AEL : Vous avez participé au dernier salon anticolonial organisé tous les ans au mois de février aux côtés d'Afriques en lutte. La colonisation a-t-elle eu une responsabilité dans cette dévalorisation de l'homme noir dont vous nous parliez ? Peut-on dire que la décolonisation des mentalités est une nécessité ?

Neferissa : Il est clair que la colonisation, tout comme

l'esclavage, a une grande responsabilité quant à la dévalorisation de l'homme noir. L'infériorisation de l'Africain a donné naissance au racisme qui est la résultante d'un système économique qui a confectionné des doctrines philosophiques, religieuses et pseudo-scientifiques pour légitimer et banaliser l'oppression aux yeux de l'opprimeur et interioriser l'infériorité martelée à l'opprimé. La décolonisation des mentalités est une véritable nécessité pour venir à bout de la profonde mésestime de soi de l'homme noir.

AEL : Beaucoup d'inventions ont été faites par des hommes et des femmes noirs mais cela est peu enseigné y compris en Afrique. Pouvez-vous nous en parler ?

Neferissa : Oui, par exemple le masque à gaz et le feu tricolore ont été inventés par Garrett Morgan en 1914 et en 1923, tout le monde pense que l'ampoule a été inventée par Thomas Edison, ce qui est en partie vraie mais son ampoule était en filament de bambou et finissait par griller au bout de 30 heures et c'est le jeune Lewis Howard Latimer, petit-fils d'esclaves qui travaillait pour Edison qui inventa l'ampoule au filament de carbone pour lequel il obtint un brevet en 1881.

On peut citer aussi le système de pollinisation de la vanille qui a été inventé par Edmond Albius, un esclave réunionnais de 12 ans qui, du fait de sa condition, n'a pu tirer aucun profit de son invention, et on peut parler du Guadeloupéen, Raoul Georges Nicolo, grâce à qui nous pouvons recevoir toutes les chaînes de télé sur un même poste... Et la liste des inventions est longue. Il est nécessaire de parler de ces inventeurs aux membres de la diaspora pour mettre en avant les différentes contributions au progrès général de l'humanité.

AEL : Vous êtes membre de la diaspora africaine établie en France et vous êtes aussi française. Le combat de votre association est

noble car il faut offrir aux jeunes Noirs de France d'autres modèles que des sportifs et des chanteurs. Comment travaillez-vous concrètement ? Intervenez-vous dans les écoles ?

Neferissa : Offrir d'autres modèles que des sportifs et de chanteurs est important afin de faire comprendre aux jeunes qu'ils ont en eux le potentiel de réussir et de briller. On travaille de différentes manières, nous avons une page wordpress en français et une page facebook en anglais qui rassemble plus de 118 000 personnes à travers le monde entier où l'on diffuse des images positives afin d'exercer un contre-pouvoir. La femme noire est mise en valeur, les coiffures traditionnelles et naturelles aussi. De plus, on poste des portraits d'hommes et de femmes de la diaspora qui se sont illustrés dans différents domaines, on suggère aussi la lecture d'ouvrages clés, comme ceux de Cheikh Anta Diop, Frantz Fanon, Anténor Firmin, Marcus Garvey, W. E. B. Du Bois ou Carter Godwin Woodson...

Enfin, nous distribuons gratuitement dans la rue, à la sortie des écoles et lors de divers événements des supports sur les inventeurs noirs et des marque-pages avec les dates et faits à connaître sur l'esclavage et le massacre des tirailleurs sénégalais au camp de Thiaroye afin de sensibiliser le plus grand nombre.

AEL : Ne faut-il pas également lier cette lutte à la décolonisation des mentalités des ex-colonisés y compris en Afrique où des siècles d'esclavage et de colonisation ont détruit et surtout construit l'image actuelle du nègre. Y a-t-il des organisations africaines avec lesquelles vous êtes en contact ?

Neferissa : Bien sûr qu'il faut lier cette lutte à la décolonisation des mentalités des ex-colonisés. Dans son ouvrage *Décoloniser l'esprit*, le romancier kenyan Ngugi wa Thiong'o disait que l'Afrique avait été habituée à regarder l'Europe comme le centre de la civilisation et que, petit à petit, la culture occidentale avait envahi les programmes scolaires reléguant les cultures africaines au second plan. Force est de

constater que la soumission de l'univers mental du Noir s'est faite par la soumission des langues des peuples colonisés aux langues des nations civilisatrices et par une dévalorisation systématique de leurs cultures. Je pense que la décolonisation de mentalités passe par une réappropriation des valeurs africaines, par l'usage des langues locales, la valorisation de l'art, de l'histoire et de la littérature écrite et orale.

AEL : Avant la colonisation, il existait en Afrique des empires prospères et avancés qui n'avaient rien à envier à l'Europe. Le savoir-faire des artisans africains est réel et aujourd'hui encore ce savoir-faire est maintenu. Si parler des inventions modernes faites par des Noirs est nécessaire, ne faut-il pas aussi valoriser ces savoir-faire qui ont traversé les âges et témoignent de la dynamique de la créativité et l'enseignement africains ?

Neferissa : Il faut valoriser le savoir-faire des Africains qui est une véritable richesse pour le continent qui regorge de génies dans de nombreux domaines et il est de notre devoir de transmettre ce précieux héritage à la nouvelle génération.

AEL : De plus en plus d'intellectuels revendiquent le droit d'enseigner aux Africains en langue locale, ce que défendait aussi un grand penseur comme Cheikh Anta Diop. Pensez-vous que l'appropriation de l'enseignement et de l'éducation dans les langues locales peut contribuer à la décolonisation des mentalités ? Comment en effet enseigner dans la langue du colonisateur et espérer être performant ? Qu'en pensez-vous ?

Neferissa : Certainement, je pense que l'appropriation de l'enseignement et de l'éducation en langues locales est indispensable pour amorcer une décolonisation des mentalités car chaque langue est un moyen de communication et un vecteur de

culture, de mémoire de l'expérience collective d'un peuple à travers l'histoire. Enseigner dans la langue du colonisateur dénature forcément l'authenticité d'une culture qui a son propre paradigme.

d'existence et se fait connaître progressivement mais nous n'avons pas encore pris contact avec l'Union africaine pour vulgariser notre action mais c'est en projet.

AEL : L'Union Africaine considère la diaspora comme partie entière de l'Afrique. Elle « invite et encourage la pleine participation de la diaspora africaine en tant qu'élément important pour le continent dans la construction de l'Union africaine ». Votre action ici en France où il y a une forte communauté d'origine africaine sert ces objectifs. Donner conscience aux jeunes Africains de la diaspora est un objectif noble. Avez-vous pris contact avec des organisations, des associations ou même une institution comme l'Union africaine pour vulgariser votre action ?

Neferissa : L'association a bientôt trois ans

AEL : Après la nécessaire décolonisation des mentalités, quelles solutions voyez-vous pour régler la dépendance de l'Afrique vis à vis des pays impérialistes ? Partenariat Sud-Sud ? Accords au niveau africain ? Création d'une monnaie africaine ?

Neferissa : Tout d'abord la création d'une monnaie unique pour le continent est indispensable pour sortir de la servitude monétaire actuelle, ensuite il faudrait des dirigeants intègres comme le fut Thomas Sankara pour mener une politique d'autonomie et d'autosuffisance, créer des synergies entre les pays d'Afrique afin de s'unir contre l'impérialisme.

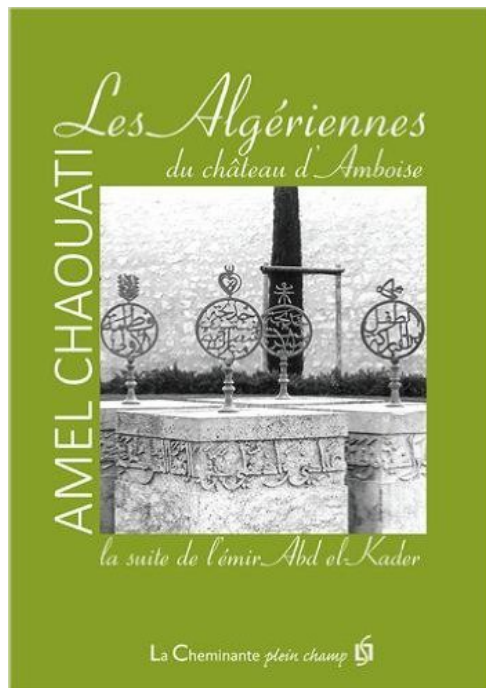
Propos recueillis par Moulzo



Afriques en lutte est un collectif de militants anticapitalistes membres ou non de plusieurs organisations politiques. Notre objectif est de diffuser, à partir d'un point de vue militant, un maximum d'informations (politiques, économiques, sociales et culturelles) sur le continent africain et sa diaspora.

REJOIGNEZ AFRIQUES EN LUTTE !

L'impensé de la question coloniale



Le livre d'Amel Chaouati^[1], auteure algérienne, part d'une donnée historique : décembre 1847, après quinze ans de combat, l'émir Abd el-Kader se rend aux autorités françaises et, en violation des promesses qui lui ont été faites, se retrouve transféré en France et emprisonné avec sa nombreuse suite (femmes, enfants et serviteurs) à Toulon puis à Pau et enfin à Amboise, d'où il sera libéré par Napoléon III en 1852.

Interpellée par l'occultation, des deux côtés de la Méditerranée, de la vérité concernant cet épisode de la vie de l'émir, elle décide de rétablir la vérité sur cette captivité, souvent présentée comme une simple « assignation à résidence ».

Amel Chaouati ira finalement au-delà du simple exposé des faits ; elle transcendera le projet initial en écoutant ces voix qui la hantent au sens propre, les voix de ces femmes qui lui parlent à travers le temps, ces femmes contraintes de suivre Abdel Kader dans son exil. Par delà la mort, elle rendra enfin la parole et leur nom à ces vingt-cinq anonymes oubliées dans le cimetière du parc d'Amboise.

Le livre dérive doucement vers une méditation sur la

transmission et les silences de l'histoire, devenant la narration sensible de son parcours intime pour ressusciter et faire entendre ces invisibles de l'histoire.

S'appuyant sur un long et minutieux travail de documentation, de rencontres, de visites, pour inscrire son récit dans le présent, elle part de 2007 à 2013 pour un voyage tant réel qu'intérieur.

Transmission historique, féminine autant que familiale, Amel Chaouati mène cette quête en compagnie de sa jeune fille, qui grandit avec les fantômes de toutes ces femmes à qui sa mère veut redonner une identité.

Elle sera aidée en cela par d'autres femmes, célèbres ou anonymes, bien vivantes, qui ont aidé l'auteure à avancer, dont l'écrivaine Assia Djebar, à qui Amel Chaouati voue une touchante admiration.

Les hommes ne sont cependant pas absents de cette aventure, et servent de relais ; ainsi, la correspondance d'Abdel Kader, les médecins. On imagine la violence ressentie par ces femmes qui ne se montraient jamais aux hommes, et qui, diminuées par la maladie, transgressaient à leur corps défendant un interdit.

Leur peur, leur désespoir, le confinement, le froid, la douleur, la perte d'enfants en bas âge, c'est cette souffrance que dit Amel Chaouati, avec une incursion du côté de la fiction.

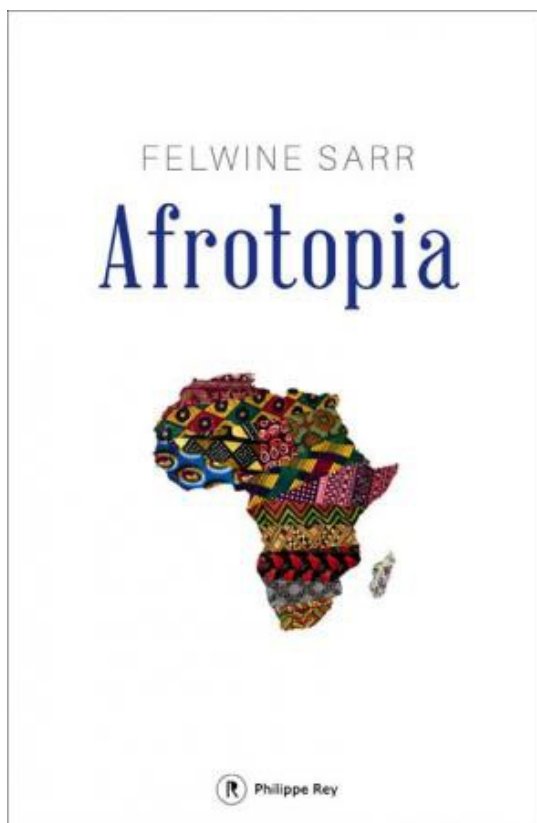
A travers ce livre, l'auteur démontre avec certitude qu'il n'est pas de transmission de l'histoire si la voix des femmes est tue, et il leur revient de se réapproprier cette narration : « J'écirai le passé en souffrance. Et le présent en résonance. »

Dans un registre objectif autant qu'émotionnel, il est ici question de l'impensé de la question coloniale et de l'importance des silences et des mots quant aux traumatismes intergénérationnels.

Gisèle Felhendler

^[1] Amel Chaouati, *les Algériennes du château d'Amboise, la suite de l'émir Abd el-Kader*, Éd. La Cheminante

A LIRE : AFROTOPIA de Felwine Sarr



Felwine SARR vous présente son livre AFROTOPIA cliquez sur le livre

A REVOIR : [La ballade des sans papiers](#) Cliquez



La Ballade des sans-papiers